

Ministère de la Culture
MISSION MINISTERIELLE DES ACHATS

Marché de réalisation d'une étude de faisabilité pour la création d'un portail national de l'édition accessible et de définition d'un plan de production de documents adaptés

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Numéro de consultation : 2021-08-DGMIC-Access

Table des matières

Article 1 - OBJET DU MARCHE	3
Article 2 - ALLOTISSEMENT	3
Article 3 - PROCEDURE DE PASSATION.....	3
Article 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
Article 5 - DUREE DU MARCHE	3
Article 6 - FORME	3
Article 7 - LIEUX D'EXECUTION.....	3
Article 8 - DEFINITIONS	3
8.1 Connaissances antérieures.....	3
8.2 Code source et code objet	4
8.3 Documentation technique associée	4
8.4 Résultats	4
Article 9 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	4
9.1 Représentation des parties	4
9.2 Conditions d'exécution	5
9.3 Obligations du titulaire.....	5
9.4 Constatation de l'exécution des prestations	6
9.5 Garantie	7
Article 10 - PILOTAGE DES PRESTATIONS.....	7
Article 11 - LIVRABLES.....	7
Article 12 - PENALITES	7
Article 13 - REGIME FINANCIER.....	8
13.1 Forme et contenu des prix.....	8
13.2 Variation des prix.....	9
13.3 Retenue de garantie et cautionnement	9
13.4 Avance	9
13.5 Répartition des paiements.....	9
13.6 Modalités de facturation	9
13.7 Transmission des factures	9
13.8 Délai global de paiement et intérêts moratoires	10
13.9 Taux de TVA	11
13.10 Monnaie	11
Article 14 - REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	11
Article 15 - DISPOSITIONS DIVERSES.....	12
15.1 Traitement de données à caractère personnel.....	12
15.2 Forme des notifications et des informations	15
15.3 Langue	15
15.4 Sous-traitance	15
15.5 Assurances	16
15.6 Autres obligations administratives.....	16
15.7 Diversité et égalité.....	17
15.8 Résiliation.....	17
15.9 Exécution aux frais et risques du titulaire	18
15.10 Arrêt de l'exécution des prestations	18
15.11 Différends.....	18
15.12 Litiges et contentieux.....	18
Article 16 - DEROGATIONS AU CCAG	18

Article 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet la réalisation d'une étude de faisabilité pour la création d'un portail national de l'édition accessible et la définition d'un plan de production de documents adaptés.

Article 2 - ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloti.

Article 3 - PROCEDURE DE PASSATION

Le marché est passé selon la procédure adaptée conformément à l'article L.2123-1 1° du code de la commande publique.

Article 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des pièces contractuelles énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement ;
- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009 ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- l'offre technique du titulaire.

NB : Toutes les conditions générales de vente ou autres mentions figurant dans la proposition commerciale transmise par le titulaire à l'appui de son offre qui seraient contraires aux dispositions des pièces contractuelles énumérées ci-dessus sont réputées non écrites.

Article 5 - DUREE DU MARCHÉ

Le marché public est conclu pour une durée de 6 mois à compter de sa date de notification.

Le marché ne peut faire l'objet d'aucune reconduction.

Article 6 - FORME

Le marché est un marché à prix forfaitaire global.

Article 7 - LIEUX D'EXECUTION

Les prestations sont réalisées, soit dans les locaux du titulaire, soit, en cas de nécessité, dans les locaux de l'administration.

Le titulaire peut être amené à se déplacer dans les locaux du ministère de la Culture localisés en Ile-de-France pour des réunions avec le ou les représentants du ministère. Les réunions pourront se dérouler en présentiel ou par voie téléphonique.

Article 8 - DEFINITIONS

8.1 Connaissances antérieures

Les connaissances antérieures sont définies à l'article 35-3 du CCAG-TIC.

Le titulaire s'engage à communiquer au fur et à mesure de l'exécution des prestations les connaissances antérieures utilisées, accompagnées du régime juridique y afférent. Le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur des connaissances antérieures incorporées et indissociables de l'exploitation du résultat.

Toutes les connaissances antérieures non déclarées seront considérées comme des résultats.

Le titulaire s'engage à ne pas incorporer d'éléments dont le régime juridique pourrait faire obstacle à l'exploitation des résultats selon le régime fixé par le présent marché. Le cas échéant, le titulaire remplace à ses frais la connaissance antérieure dont le régime juridique ne serait pas compatible avec celui des résultats.

Les connaissances antérieures de l'acheteur ne peuvent être utilisées par le titulaire que dans le cadre de l'exécution du présent marché.

8.2 Code source et code objet

Le code source désigne : le programme exprimé dans un langage évolué qui permet au professionnel de l'informatique de le comprendre, de le reproduire ou de le modifier aisément.

Le code objet désigne : la traduction du code source dans un langage lisible et exécutable par l'ordinateur. Il s'agit du langage binaire, qui prend la forme d'une suite de 0 et de 1.

8.3 Documentation technique associée

Au sens du présent marché, la documentation technique associée désigne :

- le descriptif détaillé des environnements techniques matériels et logiciels de développement, d'intégration et, le cas échéant, de fonctionnement ainsi que les documentations techniques de développement et de maintenance correspondantes ;
- les procédures de développement/intégration des logiciels et applications depuis l'installation de l'environnement de développement et d'intégration, la lecture, le chargement, les opérations de compression/décompression des supports fournis ainsi que la compilation des sources déposées, l'intégration, jusqu'à la production d'une version livrable ;
- le cas échéant, la liste des outils nécessaires au développement et à la compilation ainsi que le système d'exploitation compatible avec les codes sources des logiciels et applications ;
- les documentations techniques associées existantes telles que les dossiers techniques de conception et de maintenance, les schémas de base de données, les standards de programmation et de documentation, les dossiers et plans de test, et toute documentation du logiciel ou de l'application, de préférence sur support magnétique ou optique.
- et de manière générale tout élément permettant au pouvoir adjudicateur d'utiliser, d'exploiter et de maintenir les logiciels et applications, seul ou par le biais d'un tiers prestataire qu'il désignera le cas échéant.

8.4 Résultats

Les résultats sont définis à l'article 35-1 du CCAG-TIC. Ils désignent tous les livrables et éléments résultant des prestations réalisées par le titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché, tels que notamment la documentation, les études et suivis de projet.

Article 9 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1 Représentation des parties

Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la réunion de démarrage du marché. L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

Représentation du titulaire

Conformément à l'article 3.4.1 du CCGA/TIC, le titulaire désignera, dès la notification du marché, un représentant ayant habilitation à le représenter pour l'exécution du marché. Il garantit la permanence et l'unité de sa représentativité auprès de l'administration.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, le pouvoir adjudicateur de toute modification d'interlocuteur désigné.

9.2 Conditions d'exécution

Mise en place de l'équipe technique

Le titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée du marché, des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée au projet (représentant du titulaire et son équipe) présentée dans sa proposition technique et soumise à l'acheteur après notification du marché.

Cette composition de l'équipe affectée au projet indique le détail des attributions, du niveau et des rôles respectifs des membres de l'équipe.

Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants. Dans tous les cas, le titulaire veille à le ou les remplacer par des personnes dont le profil est conforme aux engagements pris dans sa proposition technique.

Le remplacement est soumis à l'approbation du pouvoir adjudicateur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède au remplacement des intervenants dans le délai de 5 jours ouvrés, à compter de la date d'approbation du remplacement par le pouvoir adjudicateur.

Le ministère peut récuser les nouveaux intervenants dans les quinze (15) jours calendaires si le profil ne correspond pas aux engagements visés ci-dessus.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont fixés dans le cahier des clauses techniques particulières et l'offre du titulaire.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues du CCAG-TIC.

Mesures de sécurité

La signature du marché vaut reconnaissance par le titulaire de sa responsabilité vis-à-vis de l'ensemble des règles de sécurité prévues au marché.

L'ensemble des règles de sécurité s'appliquent également à tous les sous-traitants éventuels du titulaire.

- Mise à disposition des documents relatifs aux politiques et procédures de sécurité

Le titulaire met à disposition de l'administration l'ensemble des documents relatifs aux politiques et procédures de sécurité à sa demande.

- Identification du personnel

Le personnel du titulaire ou de ses sous-traitants intervenant dans les locaux du ministère en vue de l'exécution de prestations ponctuelles doit être muni d'une carte professionnelle et justifier son appartenance à la société titulaire du présent marché. Il doit être également muni d'une pièce d'identité. Le personnel du titulaire ou de ses sous-traitants sera soumis à un contrôle d'accès dans les locaux du ministère où il sera soumis à une autorisation avec la délivrance d'une carte d'accès.

9.3 Obligations du titulaire

9.3.1 Obligations de résultats

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat. Il est en faute s'il n'a pas respecté les résultats sur lesquels il s'est engagé, sauf en cas de force majeure. En cas de non atteinte des résultats attendus, la charge de la preuve appartient au titulaire, il lui faut alors démontrer qu'il n'est pas responsable du non-respect de ses obligations contractuelles.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

De plus, les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Dans ce cadre, le ministère attend notamment du titulaire :

- La réalisation des prestations dans les délais et conditions de qualité fixés,
- L'assurance d'un maintien des compétences et d'une continuité du service,
- L'utilisation de méthodes et d'outils adaptés à la maintenance,
- La production des différents outils et documents permettant le pilotage et le suivi d'activité.

9.3.2 Obligation de conseil

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies à l'acheteur. Dans ce cadre, le titulaire notifie notamment à l'acheteur toute information permettant d'améliorer le niveau de sécurité du système d'information et signale les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner.

Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

9.3.3 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

9.3.4 Obligations de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

9.3.5 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Il est expressément entendu que les intervenants demeurent sous la responsabilité du titulaire (législation du travail, sécurité du travail, congés payés, déplacements, etc...) même si ceux-ci se déplacent en dehors et dans les locaux du ministère, il ne peut pas exister de lien de subordination entre le personnel du titulaire et le ministère.

9.4 Constatation de l'exécution des prestations

- Vérification des livrables :

En dérogation aux articles 24 à 27 du CCAG TIC, l'administration dispose d'un délai de 5 jours ouvrés à compter de la remise du livrable pour procéder aux vérifications et le valider ou signaler au titulaire les erreurs constatées. Le livrable peut également être révisé, à la demande de l'administration, dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de cette demande.

- Décision après vérifications :

A l'issue des opérations de vérifications, l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations est prononcé par le représentant du pouvoir adjudicateur dûment habilité par une décision motivée dans les conditions prévues à l'article 28 du CCAG TIC.

9.5 Garantie

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG de référence.

La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

Article 10 - PILOTAGE DES PRESTATIONS

Réunion de démarrage

La prestation débute par une réunion de démarrage au cours de laquelle le représentant du pouvoir adjudicateur présente son organisation, son activité et les données disponibles (documents, supports...) relatives à la prestation.

L'objet de cette réunion est de :

- présenter l'organisation du projet ;
- s'assurer de la bonne compréhension mutuelle de la prestation à mener (hypothèses, périmètre et engagement) ;
- s'assurer que les intervenants mis en place correspondent aux niveaux de qualification indiqués dans l'offre technique du titulaire ;
- rappeler la nature des livrables et le planning associé ;
- rappeler le processus de validation / acceptation des livrables ;
- agréer le mode de reporting du prestataire (mise en œuvre pratique des dispositions stipulées dans le marché : fréquence des réunions d'avancement, nature et formalisme des comptes-rendus, etc.) ;
- préciser les modes de communication et/ou de sollicitation du représentant du pouvoir adjudicateur envers le prestataire.

Le pilotage des prestations est ensuite réalisé à travers les instances prévues au CCTP. Le prix de la participation à ces instances est compris dans l'offre financière du titulaire, le déplacement et la participation ne pourront donc en aucun cas donner lieu à facturation supplémentaire.

Article 11 - LIVRABLES

Dans le cadre du présent marché, les livrables sont ceux indiqués dans le CCTP.

Echange et relecture des livrables

Durant la période de réalisation, et sur accord des parties, il peut y avoir des échanges entre le titulaire et l'acheteur. Ces demandes d'avis ne justifient pas une prolongation de délai d'exécution. Ils sont distincts des opérations de vérification.

Pluralités de livrables

Au cas où une pluralité de livrables est prévue pour une même phase de la prestation, ils peuvent être livrés à l'administration au fur et à mesure de l'exécution des prestations auxquelles ils se rattachent. La réception ne peut avoir lieu qu'après livraison des prestations complètes de la phase.

Article 12 - PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

Pénalités pour retard dans la remise des livrables

Lorsque le délai contractuel prévu pour la remise des livrables documentaires cités à l'article 4.2 du CCTP est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 350 € par semaine de retard.

Pénalité pour non-qualité

Tout livrable documentaire jugé non conforme au cours de la réception donnera lieu à la production par le titulaire d'une version corrigée dans un délai de 2 jours ouvrés maximum à compter de la notification des remarques du ministère.

Dans l'hypothèse où la nouvelle version remise ne serait toujours pas conforme, une autre version pourra être exigée sous un délai maximal de 1 jour ouvré.

A compter de la 3ème version d'un livrable jugée non conforme, le titulaire peut encourir, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 200 € par livrable non conforme.

Pénalités pour non-participation aux réunions et comités

En cas de non-participation à une réunion ou à un comité prévu et convoqué normalement, le titulaire encourt une pénalité de 250 € par absence.

La représentation d'une entreprise par une personne non qualifiée, c'est-à-dire n'ayant pas pouvoir pour engager la société qu'elle représente ou insuffisamment au courant de l'opération, est traitée comme une absence.

Exécution aux frais et risques du titulaire

En cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation, qui par sa nature ne peut souffrir aucun retard ou en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le ministère de la Culture se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché conformément et selon les modalités définies à l'article 46 du CCAG/TIC.

Plafonnement des pénalités

Le montant total des pénalités encourues est plafonné à 25 % du montant du marché.

Seuil d'exonération des pénalités

Le seuil d'exonération des pénalités est fixé à 100 euros.

Article 13 - REGIME FINANCIER

13.1 Forme et contenu des prix

Le marché est un marché à prix forfaitaire global.

Les prestations sont rémunérées à hauteur des montants unitaires indiqués dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DGPF).

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations du présent marché, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;

- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- la cession des droits de propriété intellectuelle ;
- le suivi administratif et commercial et les réunions.

13.2 Variation des prix

Les prix sont fermes pendant toute la durée du marché.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au 1^{er} du mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

13.3 Retenue de garantie et cautionnement

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie. Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

13.4 Avance

Une avance de 5% ou, le cas échéant, de 20 % pour les petites et moyennes entreprises, peut être versée.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique

Le titulaire du marché peut refuser le versement de l'avance.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché. De plus, le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché.

13.5 Répartition des paiements

Pour chacune des 3 phases, le montant forfaitaire de la phase sera payé à réception de l'ensemble des livrables de la phase cités à l'article 4.2 du CCTP.

13.6 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur. Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

Ces demandes de paiement établies par le titulaire, outre les mentions légales, portent les indications suivantes :

- . la date d'émission de la facture ;
- . la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- . le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- . la référence du marché (numéro d'engagement juridique)
- . le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- . la date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
- . la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés
- . le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
- . le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération

Le ministère de la Culture se réserve le droit de retourner au titulaire toute facture ne comportant pas ces mentions.

13.7 Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers.

L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs.

L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e3s1/> rubrique « nous contacter ».

13.8 Délai global de paiement et intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

13.9 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

13.10 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

Article 14 - REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

Propriété intellectuelle relative aux résultats :

Conformément à l'article B.38 du CCAG-TIC, le titulaire du marché cède, à titre exclusif, au pouvoir adjudicateur, à compter de la livraison et sous condition résolutoire de la réception des résultats spécifiques objets du marché, l'ensemble des droits d'exploitation afférents à ces résultats.

La cession prévue par l'article B.38 du CCAG-TIC est complétée comme suit :

- Durée de la cession : durée légale des droits d'auteur
- Territoire de la cession : le monde
- Précisions sur les droits cédés :

Au titre de cette cession des droits d'auteur, le titulaire du marché cède au pouvoir adjudicateur les droits mentionnés aux articles L. 122-1 et suivants et L. 122-6 du code de la propriété intellectuelle, notamment :

. Le droit de reproduire et/ou de faire reproduire, d'adapter ou de faire adapter, par un ou des tiers les résultats pour quelque usage que ce soit, par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu y compris non prévisible, sur tout support actuel ou futur et sans limitation de nombre tel que papier, électronique, numérique, analogique, magnétique, optique, vidéographique, pour toute exploitation, y compris en réseau ;

. Le droit de représenter et de communiquer au public en tout ou partie les résultats, directement ou indirectement, par tout moyen ou réseau de communication connu ou inconnu, sous toute forme, et auprès du public en général ou de catégories de public en particulier, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement ;

. Le droit d'adapter, entendu comme le droit de modifier, d'arranger, décompiler, assembler, incorporer, transcrire tout ou partie des résultats, d'en faire la maintenance préventive, corrective, adaptative et évolutive par tout tiers de son choix, d'en réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de le traduire en toute langue, transcrire dans tout langage de programmation, porter sur toute configuration, interfacer avec tout logiciel, base de données, produit informatique, d'en réutiliser les algorithmes à toutes fins, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, de compiler, décompiler aux fins d'interopérabilité avec d'autres systèmes créés de manière indépendante ainsi qu'aux fins de régénération ;

. Le droit d'usage comprenant le droit de faire usage et d'exploiter, pour ses propres besoins

. Le droit de distribution à des tiers à titre gratuit tout ou partie des droits cédés.

Finalité de la cession :

Les droits objets de la cession doivent permettre à l'acheteur d'utiliser sans restriction les résultats, ensemble ou séparément, à titre principal ou accessoire, notamment dans le cadre développements actuels ou à venir, que l'exploitation soit interne ou externe, qu'elle ait lieu en France ou à l'étranger pour les besoins suivants :

- Faire usage et exploiter les résultats, notamment réaliser ou faire réaliser par tout tiers tout développement sans avoir à obtenir l'autorisation du titulaire, modifier les résultats ;
- Mutualiser les résultats avec d'autres entités publiques ou privées ;
- Mettre les résultats à disposition de tiers, directement ou indirectement, par tout mode d'exploitation sous forme de cession, de licence ou de service, par tout procédé et sur tout support et ce, pour tout public et sans limitation ;
- Réaliser ou faire réaliser des travaux d'intégration ou d'évolution des codes sources spécifiques avec ou sans d'autres composants pendant la durée du marché ainsi qu'à son échéance ;
- Céder les droits à des tiers.

Les droits de propriété intellectuelle objets de la cession comprennent l'ensemble des productions de contenus réalisés

Prix de la cession des droits

Le coût de la cession des droits de propriété intellectuelle est intégralement compris dans les prix du marché.

Régime des connaissances antérieures du titulaire ou de tiers

Dès lors que le titulaire utilise des connaissances antérieures, il s'engage à communiquer à l'acheteur un rapport constitué de la liste complète des logiciels standards et/ou connaissances antérieures dès son offre ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution du marché, avant toute intégration d'une connaissance antérieure.

Cette liste précise pour chaque connaissance antérieure, le nom du ou des auteurs, la source (site Internet par exemple), la licence (régime juridique), ainsi que l'organisme éventuellement dépositaire des codes sources.

Les droits afférents aux connaissances antérieures sont concédés dans les conditions de l'article 36.2 du CCAG-TIC. A défaut de déclaration, les connaissances antérieures non déclarées seront considérées comme des résultats.

Le titulaire garantit au pouvoir adjudicateur que le régime juridique des connaissances antérieures incorporées et indissociables des résultats est compatible avec le régime juridique des résultats.

Sur simple demande le titulaire s'engage à ses frais à remplacer la connaissance antérieure dont le régime juridique ne serait pas compatible avec celui des résultats.

Exercice des droits sur les résultats et connaissances antérieures

Pour permettre à l'acheteur d'exercer les droits qui lui sont accordés au titre du présent marché, le titulaire lui livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours du présent marché, tels que :

- les codes exécutables ;
- la documentation, les documents de cadrage et suivis de projet sous format numérique ;
- les codes sources sous la forme :
 - ✓ d'un ou plusieurs supports électroniques contenant le code générateur ;
 - ✓ d'un tirage sur support papier de la présentation de l'ensemble des composants (structure de la base de données, liste descriptive des ressources utilisées, liens entre les fichiers, ensemble des écrans, description de l'ensemble des procédures et instructions, sachant que les méthodes formulaires et méthodes projets sont commentées dans un document annexe...) ;
- les codes objets.

Garantie des droits

Le titulaire garantit la jouissance pleine et entière des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature relatifs aux résultats cédés aux termes du présent marché en application de l'article B.38.2 du CCAG TIC.

Le titulaire s'engage à ne conserver aucune copie des éléments susmentionnés.

Article 15 - DISPOSITIONS DIVERSES

15.1 Traitement de données à caractère personnel

Précisions terminologiques :

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du marché.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Description du traitement de données à caractères personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur, pour la durée du présent marché, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations de réalisation d'une étude de faisabilité pour la création d'un portail national de l'édition accessible et définition d'un plan de production de documents adaptés.

La nature des opérations réalisées sur les données est : consultation, collecte, enregistrement, stockage provisoire, et traitement des données.

Les finalités du traitement sont la réalisation des services décrits dans le CCTP du marché.

Les types de données à caractère personnel traitées sont : nom, prénom, adresse électronique, identifiants de connexion, adresse IP, coordonnées personnelles.

Les catégories de personnes concernées sont : les agents du ministère ainsi que les utilisateurs des différentes plateformes.

Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur (article 28.3 du RGPD)

Le titulaire du marché s'engage, notamment, à :

1. traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet du présent marché ;
2. traiter les données conformément aux instructions documentées de l'acheteur figurant dans le présent marché. Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur ;
3. si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information ;
4. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
5. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
6. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement (articles 13 à 15 du RGPD)

Il appartient au titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec l'acheteur avant la collecte de données. Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur et dans les délais prévus par le règlement général sur la protection des données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

Notification des violations de données à caractère personnel (article 33 du RGPD)

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de **4 heures** après en avoir pris connaissance **par courrier électronique au délégué à la protection des données**. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL).

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de **72 heures** à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur :

- . à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- . à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Mesures de sécurité

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;

Sort des données (article 28.3.g du RGPD)

Au terme de l'exécution du présent marché, et selon le choix de l'acheteur, le titulaire doit détruire toutes les données à caractère personnel.

Délégué à la protection des données (articles 37 à 39 du RGPD)

Le titulaire communique à l'acheteur dès la notification du marché, le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

Registre des activités de traitement (article 30 du RGPD)

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

1. le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
2. les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
3. le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
4. dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
 - . des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - . des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - . une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Documentation (article 28.3.h du RGPD)

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits.

Obligations de l'acheteur vis-à-vis du titulaire

L'acheteur s'engage à :

- . Fournir au titulaire les données visées dans la clause relative à la « Description du traitement de données à caractères personnel »
- . Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire ;
- . Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le RGPD et par la loi Informatique et Libertés de la part du titulaire ;
- . Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire

15.2 Forme des notifications et des informations

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception. En cas de dématérialisation, les échanges se font par messagerie électronique.

15.3 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire à l'acheteur doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourraient avoir lieu entre l'acheteur, le titulaire et ses sous-traitants éventuels, durant la phase d'exécution du marché, s'effectuera en français exclusivement.

A ce titre, l'ensemble des intervenants du titulaire devra posséder une parfaite maîtrise et compréhension de la langue française. Le ministère pourra demander le remplacement, à tout moment et sans surcoût, de tout intervenant dont la maîtrise de la langue française est insuffisante et problématique pour la bonne exécution des prestations.

15.4 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

15.5 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

15.6 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiés à l'acheteur. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

Si le titulaire et/ou ses éventuels sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 ;

b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1.

Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

15.7 Diversité et égalité

Le ministère de la Culture, détenteur des labels « Diversité » et « Egalité », souhaite mobiliser les entreprises dans le cadre de sa politique d'achats responsables.

Le ministère de la Culture s'engage à mettre en œuvre des procédures et des outils garantissant l'égalité de traitement des personnels dans ses procédures de gestion des ressources humaines. Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations sont engagées à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion RH.

Afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, le ministère s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions pluriannuel pour lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Compte tenu de ces orientations, il est demandé au titulaire de remplir le questionnaire élaboré par le ministère et fourni dans le dossier de consultation.

Le questionnaire renseigné est transmis au représentant du pouvoir adjudicateur dans les quinze jours suivant la date de notification du marché au titulaire.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à actualiser ce questionnaire à la date anniversaire de la notification du marché si marché pluriannuel, ou un mois avant l'échéance du marché. Le représentant du pouvoir adjudicateur compare la situation décrite à celle présentée initialement.

Le suivi de cette clause est réalisé par le représentant du pouvoir adjudicateur qui s'assure principalement de son effectivité et de son actualisation par le titulaire.

15.8 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Le marché public peut être résilié conformément aux dispositions du chapitre 8 du CCAG-TIC : résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général. De plus, comme prévu à l'article 15.10 du présent CCAP, l'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail, le marché sera résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire selon les dispositions du CCAG de référence.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage de 5 %.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, sans que le titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre.

La résiliation n'a pas d'incidence sur l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures pour la durée d'exploitation prévue au marché sous réserve de la réception des résultats concerné et de leur paiement.

15.9 Exécution aux frais et risques du titulaire

L'exécution aux frais et risques s'effectue dans les conditions prévues au CCAG-TIC.

15.10 Arrêt de l'exécution des prestations

En complément à l'article 33 du CCAG-TIC, le pouvoir adjudicateur peut également décider, au terme de chacune des phases du marché, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation sans indemnité du marché.

15.11 Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

15.12 Litiges et contentieux

Le présent marché public est soumis au droit français.

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par le code de la commande publique.

Le comité consultatif compétent est la direction des affaires juridiques – Sous-direction de la commande publique – Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public/1c – Bâtiment Condorcet – 6, rue Louise Weiss – Télédocus 353 – 75703 Paris Cedex 13

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges pour les aspects concernant les modalités d'exécution du marché est :

Tribunal administratif de Paris

Adresse : 7, rue de Jouy - 75181 Paris cedex 04.

Téléphone : 01 44 59 44 00 - Télécopie : 01 44 59 46 46

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr.

Les tribunaux de grande instance compétents pour connaître des actions en matière de propriété intellectuelle sont désignés par le Code de l'organisation judiciaire.

Article 16 - DEROGATIONS AU CCAG

Article du présent CCAP	Article du CCAG TIC	Objet de la dérogation
9.4 CCAP	24 à 27 CCAG TIC	Opérations de vérification
12 CCAP	14 CCAG TIC	Pénalités
14 CCAP	38 CCAG TIC	Droits de propriété intellectuelle
15.10 CCAP	33 CCAG TIC	Arrêt de l'exécution des prestations